

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

• URSS

## SPECTACULAIRE HAUSSE DES PRIX



URSS : file d'attente devant les magasins d'alimentation.

La « Pravda » l'a annoncé discrètement dans un petit article, en bas de sa page trois : le comité d'État des prix a décidé l'augmentation des prix de vente d'un certain nombre de produits d'utilité courante, sans plus de précision. Les soviétiques ont donc fait la queue mercredi matin devant les magasins pour vérifier l'ampleur des dégâts. Ils sont considérables. Le café en grains est ainsi majoré de 445 %. Il faut désormais trois jours de salaire moyen d'un ouvrier pour en acheter un kilo. Mais paradoxalement cette hausse-là n'affectent pas trop les soviétiques : on n'en trouve pratiquement plus depuis plusieurs mois... sauf dans les magasins détaxés pour les privilégiés du système. L'augmentation des sucres est ressentie plus douloureusement : à défaut de viande, elles constituent un élément de base de l'alimentation populaire en URSS. Là aussi les étiquettes ont valsé : plus 30 % par exemple pour le chocolat et les autres confiseries.

Plus 35 % pour l'essence et les pièces détachées de voiture, alors qu'il faut économiser plusieurs années

de salaires et attendre de longs mois pour en avoir une. Seuls 5 % de la population bénéficient de ce privilège. Les bureaucrates du Parti et de l'État s'en moquent. Ils roulent à l'œil en voiture de fonction. Plus 60 % aussi pour l'or et les bijoux qui sont un moyen traditionnel d'épargne des maigres économies des travailleurs soviétiques.

Ces hausses s'ajoutent à celles intervenues le 5 janvier 1977 qui portaient à la fois sur des produits (textiles, vêtements, livres, verreries), et des services (taxis, transports aériens, maritimes et fluviaux). Pour faire passer la pilule, on affiche des baisses sur des produits boudés par les acheteurs tels les téléviseurs anciens, les lainages démodés, les fourrures synthétiques. Un article, lui, demeure stable, la Vodka, dans un pays où l'alcoolisme fait de sérieux ravages.

Glouchkov, Président du comité d'État pour les prix auprès du Conseil des ministres déclare avec une belle impudence que cette hausse spectaculaire des

prix n'aura aucune influence sur le niveau de vie de la population ». Diable ! On se demande bien comment !

D'après lui, l'augmentation du prix de l'essence « répondait à la demande de la population ». Curieux aussi ! Prévoyant que de tels arguments ne suffiraient pas à calmer la colère populaire il a annoncé insidieusement de nouvelles raisons : la nécessité de « normaliser » les prix de certaines denrées devenues « plus chères sur les marchés internatio-

naux », comme l'essence et le café. Entendez : « C'est la faute aux revendications déraisonnables du tiers monde ».

Pendant que le peuple soviétique est invité à se serrer la ceinture, l'industrie d'armements fonctionne à plein en URSS.

La preuve est faite en tout cas, que l'URSS, de plus en plus endettée à l'extérieur, notamment par l'achat massif de céréales, participe directement au cycle de la crise mondiale du capitalisme.

DANS CE NUMERO  
4 PAGES DE L'UNION  
OUVRIERE ET PAYSANNE  
POUR LA DEMOCRATIE  
PROLETARIENNE

Ces 4 pages sont communes  
au Quotidien du peuple et  
à l'Humanité rouge

*Un tiens vaut mieux  
que deux tu l'auras !*

La quasi totalité des 2 000 travailleurs de la verrerie Boussois (trust BSN-St Gobain) près de Maubeuge se sont mis en grève mercredi. Les grévistes exigent des augmentations de salaire et s'opposent au démantèlement des ateliers d'entretien. Lundi, la majorité des 750 travailleurs de Rhône Poulenc Textile à Colmar, se sont mis en grève pour obtenir une augmentation uniforme de 500 F et le paiement des heures de chômage partiel de décembre.

Jeudi ils ont occupé l'usine et mis en place un piquet de grève. D'autre part, les techniciens et techniciennes de la Caisse d'Allocations Familiales entament leur 33e jour de grève aussi pour une augmentation de leurs salaires. Le gouvernement vient d'apporter officiellement son appui à leur pa-

tron, l'UCANSS, l'organisme paritaire qui refuse de satisfaire les revendications.

D'autres mouvements se poursuivent à la General Motors de Strasbourg, à la CIT-Alcatel...

Alors que les politiciens candidats au gouvernement promettent le bonheur pour pas cher et sous peu, en particulier le relèvement du SMIC à 2 400 F, les travailleurs eux, comptent sur leurs luttes pour arracher leurs revendications. D'ailleurs ces revendications ne sont pas la nationalisation de Rhône Poulenc avec ou sans filiales ni celle de BSN-St Gobain. Voilà qui en dit long sur le crédit qu'ils accordent aux solutions miracle de la gauche pour faire reculer le capital. Nous sommes à une semaine des élections et décidément il n'est pas facile d'endormir les travailleurs même avec des berceuses de gauche !

**Le meeting national  
de Le Pen vu de l'intérieur**

*Ce qu'il y a  
de plus vil*

Vendredi soir, à Paris, le palais de la Mutualité est entouré de flics : agents en képis aux bouches du métro, CRS dans leurs fourgons (moteurs en marche), dans chaque petite rue et gardes-mobiles dans leurs cars sur les boulevards alentour. Toutes les issues et les voies vers la Mutualité sont bouchées : c'est le meeting national de l'organisation d'extrême-droite

de Le Pen, le Front national.

L'intérieur de la grande salle de la Mutualité est semée de drapeaux tricolores agités par le Front national de la jeunesse. Un calicot : « Les Français d'abord » et un slogan scandé « Contre le communisme, contre le grand capital, votez Front national ! ».

(Suite page 7)

**HALTE A L'AGRESSION  
SOVIETO - CUBAINE  
DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE !  
MANIFESTATION SAMEDI 4 MARS 17H 30  
(métro Oberkampf)**

## Constitution de la République populaire de Chine

# Développer la démocratie socialiste

La première session de la cinquième Assemblée populaire nationale est ouverte depuis dimanche. Le premier point à l'ordre du jour était le rapport d'activité du gouvernement présenté par Houa Kouo-feng. Il fut discuté par groupes par l'ensemble des députés. Chacun a montré comment se concrétisait dans la pratique l'orientation politique définie lors du 11e Congrès et l'importance dans leur vie quotidienne de l'écrasement de la bande des Quatre. Mercredi après-midi, était entamé le second point à l'ordre du jour, à savoir la modification de la constitution. Ye Tieng-Ying, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois en a présenté le projet.

Le projet de la constitution a mis l'accent sur la nécessité de développer la démocratie socialiste afin de faire valoir l'esprit d'initiative socialiste du peuple

pour les tâches à venir.

Le peuple doit avoir le droit de s'occuper de la superstructure. Avoir ce droit, cela ne veut pas dire que le peuple doit s'en tenir, sous l'autorité de certaines personnes, à jouer du droit au travail, à l'éducation, aux assurances sociales, etc. Mais cela veut dire que le peuple doit avoir le droit d'administrer les affaires de l'État, les entreprises, la culture, etc. Le projet explique, que sans ce droit fondamental, il ne saurait être question du droit au travail et autres. « Nous devons pratiquer consciencieusement, à commencer par les unités de base, une administration démocratique, avec la participation des larges masses populaires ».

A l'article relatif aux organismes de l'État et à leur personnel, ont été ajoutés

des amendements importants dont le point essentiel est la liaison avec les masses. Pour cela, « il faut pleinement garantir aux masses populaires le droit de dénoncer les mauvais éléments et les mauvaises actions dans les organismes de l'État ».

### ESSOR ÉCONOMIQUE ET CULTUREL

Le projet stipule par ailleurs qu'il faut consolider l'infrastructure économique. Une part importante est accordée au travail scientifique et technique. Dans le même chapitre, la lutte pour protéger la propriété socialiste occupe une place plus marquante. Dans ce projet, sur la question des répartitions, il est souligné qu'il faut appliquer sérieusement le principe : « De chacun

selon ses capacités, à chacun selon son travail ».

L'essor économique ne suffit pas, il faut également un grand essor dans le domaine de la culture et le travail sur l'éducation occupe une grande place.

### UNITÉ ET MOBILISATION DU PEUPLE

Enfin, le rapporteur du projet explique que cette constitution, une fois adoptée devra être appliquée dans les principes qui en incarnent l'esprit. Pour cela, il faut mobiliser les masses qui représentent plus de 95 % de la population. Dans le préambule, l'insistance était faite sur l'indispensable unité de tout le peuple et l'accent était une nouvelle fois mis sur l'importance de l'union la plus large avec les minorités nationales.

## Six sous-marins nucléaires russes dans la Baltique

# Un danger pour l'Europe

Six sous-marins soviétiques à armement nucléaire sont stationnés en permanence en mer Baltique depuis l'automne 1976, a révélé mardi le lieutenant-colonel Preben Borberg du service de renseignements secrets militaires danois.

Ces sous-marins, a expliqué le lieutenant-colonel Borberg, ont trois rampes de lance-fusées à tête atomique, d'une portée de 1 200 kilomètres et peuvent atteindre des buts en Hollande, France, Belgique, Angleterre et en Norvège.

Le lieutenant-colonel Borberg a ajouté que le Danemark suit attentivement les mouvements de ces sous-marins de la catégorie Golf. Il a précisé que ces six sous-marins étaient autrefois stationnés dans d'autres eaux, en vue d'attaques contre les États-Unis, dans l'hypothèse d'une guerre. Par la suite, ils ont été remplacés par des sous-marins de type plus moderne et placés en mer Baltique.

Le jour-même, le ministre des Affaires étrangères de Suède confirmait que six sous-marins soviétiques du type « Golf » porteurs de missiles nucléaires croisaient en Baltique actuellement et ce, depuis un an environ. Elle a par ailleurs, affirmé que la portée de leurs missiles leur permettrait d'atteindre une grande partie de l'Europe.

Puis, elle a expliqué que ce fait était une source d'inquiétude pour les pays nordiques et que loin de limiter les armements, les superpuissances en implantaient dans de nouvelles régions.

L'ambassadeur d'URSS en Suède a été convoqué par le secrétaire général des Affaires étrangères suédois qui lui a exprimé cette inquiétude, expliquant que cette présence des sous-marins soviétiques constituait un danger pour l'Europe du Nord. Il semble que le gouvernement suédois craigne que les forces de l'OTAN introduisent à leur tour leurs puissants moyens ultramodernes de détection et de lutte contre les sous-marins équipés d'armements nucléaires dans la région de la Baltique qui, jusqu'alors, constituait une zone pratiquement dénucléarisée.

## • New-York Meeting des ressortissants chinois

Lundi après-midi, à New-York, s'est tenu un meeting auquel participaient environ cinq cents ressortissants chinois, dont des compatriotes de Taïwan, qui résident dans la partie orientale des États-Unis. Le but de ce meeting était de célébrer le 31e anniversaire de l'insurrection de la population de Taïwan. L'une de ces compatriotes est intervenue pour exprimer son sentiment à propos des réunions de la 5e Conférence consultative du peuple chinois et de la 5e assemblée populaire nationale qui représentent « un grand événement politique du peuple de notre patrie ». Elle a déclaré que « la situation excellente a considérablement encouragé les compatriotes de Taïwan et les autres ressortissants chinois, promu leur unité dans la lutte patriotique anti-Tchiang et dans le combat pour libérer au plus tôt Taïwan et réunifier la patrie ».

A la suite de l'intervention, les participants au meeting ont discuté par petits groupes de la situation actuelle à Taïwan et des problèmes de la réunification. Une exposition de photos, des chants et la représentation d'un opéra montrant les misérables conditions de vie à Taïwan ont été présentés.

D'autres manifestations du même genre auront lieu dans d'autres coins des États-Unis.



## • Allemagne de l'Ouest

Vingt et une cellules destinées à recevoir les « extrémistes » ouest-allemands ont été aménagées dans la fameuse prison de Stuttgart-Stammheim.

C'est dans cette prison que Baader, Ensslin et Raspe ont été trouvés morts le 18 octobre dernier à la suite de « suicides » (selon les sources officielles) où est emprisonné actuellement Klaus Croissant. Aménagement, n'est pas un moindre mot : les murs des cellules seront sans recoins ni interstices et le matériau employé sera inattaquable. Les radiateurs seront éloignés des murs pour faciliter une inspection qui sera désormais effectuée par une équipe de quinze spécialistes triés

sur le volet. Les sanitaires seront par ailleurs en acier spécial et étudiés pour rendre toute cache impossible. Les prises électriques seront supprimées dans ces cellules. Quelle nouvelle manœuvre se cache derrière tous ces préparatifs ?

## • Somalie

Pour la troisième fois en cinq jours, les Somaliens sont descendus mercredi dans la rue pour dénoncer « l'intervention soviéto-cubaine » dans la corne de l'Afrique.

Après les travailleurs et les femmes, à l'appel des divers mouvements de jeunesse, plusieurs milliers de garçons et filles ont manifesté dans les rues de Mogadiscio, armés de bâtons, portant des drapeaux ou criant des slogans contre la présence soviétique

dans la région ainsi que celle des Cubains et « l'agression soviéto-cubaine », chaque groupe a marqué un temps d'arrêt devant les locaux de l'ambassade d'URSS, sifflant et conspuant le régime moscovite.

D'une tribune située en plein centre de la ville, surmontée d'une banderole proclamant que « le peuple somalien est prêt à défendre sa souveraineté », ils ont ensuite entendu divers responsables qui les ont invités à se tenir mobilisés et prêts à défendre la patrie.

## • Guatemala

Les employés du secteur public, en grève depuis une semaine ont rejeté les propositions gouvernementales. Celles-ci prévoyaient une éventuelle augmentation de salaire mais ce projet, présenté par le président du Guate-

mala devrait être ratifié par le congrès, qui est en vacances. Les travailleurs exigent de réelles garanties et ont refusé de reprendre le travail ainsi que le réclamait le gouvernement. En attendant, une manifestation générale de tous les travailleurs du pays doit avoir lieu jeudi à Guatemala.

## • Namibie

Une révolte des Africains contre l'occupation de leur pays par l'Afrique du Sud a eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi. Les forces de police au service de l'occupant sont intervenues tuant deux personnes et en blessant 39 autres.

## • Martinique

Les autorités ayant refusé de satisfaire les revendications des ouvriers du

bâtiment en grève, ces derniers ont dressé des barrières à la suite de cette nouvelle dans Fort-de-France.

## • États-Unis

Une vingtaine de membres de l'Association des étudiants iraniens ont entamé mercredi une grève de la faim illimitée pour protester contre le régime fasciste qui règne en Iran et pour demander la libération des prisonniers politiques.

Par ailleurs, une cinquantaine de manifestants iraniens ont manifesté devant le consulat d'Iran contre la répression fasciste qui a encore fait ses preuves ces derniers jours. Ils ont dénoncé les « massacres du QUM », survenus le 9 janvier dernier en Iran, ainsi que l'institution de la loi martiale dans la ville de Tabriz depuis le 20 février.

# union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

UOPDP 3, rue Jean Robert 75018 Paris Tél : 607 23 75

## APPEL AUX MILITANTS DU PSU

Militants du PSU durant quelques années, au sein des courants de la gauche révolutionnaire et de la gauche ouvrière et paysanne, ayant quitté ce parti en 1972 à l'issue d'une bataille politique contre le courant Rocard-Mousel, qui voulait le rapprochement avec la social-démocratie, nous avons décidé de répondre à l'Appel de l'Union ouvrière et paysanne et de nous organiser en son sein.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne s'est fixée pour tâche de rassembler en une force unique, indépendante des partis bourgeois de droite, comme de gauche, qui entretiennent l'illusion du changement par le bulletin de vote, toutes celles et tous ceux qui veulent :

- Lutter pour imposer leurs revendications face au nouveau gouvernement quel qu'il soit ;

- S'opposer aux différents dangers qui menacent les travailleurs aux lendemains des élections :

- un nouveau plan Barre ou un plan Rocard qui ne différerait du premier que par quelques nationalisations.

- ou la prise en main par le PCF des leviers de commande d'un secteur nationalisé et de postes-clé dans l'appareil d'Etat visant à instaurer une nouvelle forme de domination : le capitalisme bureaucratique d'Etat.

- la mise en œuvre des menaces fascistes de Chirac qui rassemble aujourd'hui les forces les plus réactionnaires afin de les opposer au mouvement des masses qui entreront en lutte pour la satisfaction de leurs revendications.

- préparer dès aujourd'hui le socialisme, non pas la caricature de l'URSS et des pays de l'Est où une nouvelle bourgeoisie dirige, opprime et réprime la classe ouvrière et le peuple, mais où les travailleurs soient véritablement les maîtres de la société toute entière et puissent régler eux-mêmes tous les problèmes qui les concernent.

Pour nous, ce front anti-capitaliste doit se développer sur des bases écartant toute compromission avec les partis de l'« Union de la gauche ».

Ce n'est pas la voie que proposent les dirigeants actuels du PSU dans l'appel à la constitution d'un « front autogestionnaire ». En effet, ils ont privilégié les contacts avec les dirigeants du PCF au point de signer des déclarations communes, marquant des convergences sur des mots, mais qui ne peuvent en rien répondre aux aspirations profondes de militants et sympathisants du PSU. Ce qui compte aujourd'hui, pour la direction du PCF, c'est d'utiliser tout ce qu'elle peut pour parvenir au pouvoir et notamment de se servir du PSU comme masse de manœuvre contre le PS dans le cadre de leur rivalité, pour avoir plus de poids dans la gauche, pour mieux imposer son propre projet.

Le PCF est décidé à y mettre le prix, puisqu'à la suite de déclarations aussi tonitruantes que creuses sur l'autogestion, il a retiré des candidats dans deux circonscriptions au profit de dirigeants du PSU (dans les Yvelines et à Villeurbanne). Mais au service de quels intérêts sont effectuées ces opérations électorales ?

Le front autogestionnaire, qui regroupe un certain nombre de travailleurs, militants de mouvements écologistes, minorités nationales ou de femmes, n'est-il pas destiné à devenir une des composantes de l'Union de la gauche à la remorque du PCF, pour quelques strapontins à des dirigeants du PSU dans un futur gouvernement de gauche ?

Aujourd'hui, nous nous adressons aux militants et sympathisants du PSU et nous vous disons :

- Derrière les belles phrases des dirigeants du PCF, tenez-vous en aux faits, à leur pratique quotidienne de trahison des luttes, à leur projet de capitalisme d'Etat qu'ils avouent eux-mêmes comme Boccara

(Suite au verso)

## Contre les projets et les manoeuvres du PCF

# Développer la vigilance et



Paris : meeting UOPDP du 26 février

# l'autonomie du mouvement de masse

Où veut en venir le PCF ? Quels sont ses buts véritables, par delà ses déclarations, par delà les élections ?

Beaucoup qui, il y a quelques années encore, pouvaient penser, en dépit de réticences et de réserves, que le PCF, en cas de succès de la gauche, pourrait permettre d'apporter certaines améliorations, s'interrogent à présent, s'interrogent plus profondément sur le projet même, dans son ensemble du PCF : Où veut-il en venir ?

o Car, depuis la rupture de l'Union de la Gauche, le 23 septembre, le PCF, de campagne en campagne, a suivi un cheminement tellement en zig-zag qu'il faut bien en trouver la logique.

Souvenons-nous : au lendemain de la cassure, Marchais, dans un grand numéro dramatique télévisé,

s'était déclaré rongé par l'inquiétude : le PS venait, paraît-il, de virer à droite, il avait abandonné l'essentiel du Programme Commun : les nationalisations. Or sans ce minimum de nationalisations, aucun gouvernement de gauche ne serait, selon Marchais, en mesure de satisfaire les revendications, de promouvoir les réformes indispensables, etc... Il fallait donc obliger le PS à accepter un seuil jugé minimum de nationalisations.

Janvier : à sa Conférence Nationale, le PCF constate que le PS n'a pas bougé d'un pouce sur la question. Qu'à cela ne tienne ! Marchais déclare alors que l'essentiel, pour le PCF, c'est de recueillir, au premier tour, au moins 21 % des voix et si possible 25 %. Après, l'on verrait comment gouverner ensemble. Bientôt les sondages indiquaient que

le PCF stagnait toujours autour de 21 %, parfois en dessous. Et la presse répandait la rumeur que le PCF renonçait à aller au gouvernement.

Pas du tout ! Le thème des 21 % de voix est passé à l'arrière-plan. Par tous les moyens, le PCF martèle à présent une idée : il faut des ministres communistes, c'est l'essentiel. La liste des ministères exigés par le PCF, objet de tractations discrètes, est maintenant tombée dans le domaine public.

o A travers ces péripéties, les dirigeants du PCF ont, par degrés, mis à nu leur objectif fondamental. Malgré les déclarations sur le soi-disant parti des pauvres, il ne s'agit pas de garantir la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Le programme miracle de 1972 est d'ailleurs mort, avant même de commencer

à être appliqué. Chacun l'interprète et l'actualise à sa façon. Il ne s'agit pas non plus, seulement, pour le PCF de gagner des voix : Marchais, le sait, son visage de gauche ne lui permettra pas de se hisser sensiblement au-dessus des 21 %. Le score électoral n'est pour le PCF, qu'un atout, que l'un des moyens pour obtenir l'essentiel : la participation au pouvoir central d'Etat, au plus haut niveau. C'est bien là ce qu'il veut, avant tout, arracher.

Pourquoi ? Tout indique que, pour le PCF, son installation à certains postes de commande de l'Etat bourgeois ne serait qu'un point de départ. Marchais exige de gouverner avec le PS. (Comment d'ailleurs pourrait-il accéder autrement au pouvoir), mais il se prépare

(Suite au verso)

• Paris  
**Comité UOPDP  
 du XIe, XIIe  
 Une force  
 politique  
 qui se  
 développe**

Qu'est-ce que ça veut dire, la vie d'un comité local de l'UOPDP aujourd'hui ? Ce qui est apparu avec netteté dans le 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> dès les premières réunions, c'est qu'il y avait en germe une puissante force décidée à ne pas céder devant les avances et les tentatives de récupérations des partis bourgeois. Il n'y a là nulle exception par rapport à ce qui se passe ailleurs en France, le mouvement de masse est une réalité. Dans le 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup>, ce sont les associations qui travaillent sur le logement (plus de 6 000 mal-logés, et 10 000 appartements vides !), celles qui défendent les droits des travailleurs immigrés, et qui soutiennent leurs luttes, ce sont les groupes femmes, les jeunes, les syndicalistes combattifs, qui l'ont montré en impulsant des luttes dans un quartier où il n'y a pourtant pratiquement que des petites entreprises. Il y a un monde entre cette vie là, et la politique mise en avant par les partis et journaux bourgeois qui présentent la vie politique dans nos arrondissements essentiellement comme une lutte entre le député PCF Chambaz et son rival RPR, ou entre le patron de *Journal de France*, Benouville et la gauche.

Aujourd'hui, la vie du comité repose d'abord sur les assemblées générales. Celles-ci ne sont pas uniquement consacrées à la nécessaire répartition des tâches d'agitation, même si tout le monde comprend l'importance d'une apparition large de l'UOPDP sur les murs du quartier où sur les panneaux électoraux.

Une réunion du comité, c'est d'abord un exposé de nos positions et propositions politiques, puisque des personnes nouvelles viennent à chaque fois, se joindre à notre combat. Une discussion politique qui prend forcément des voies diverses selon les questions : telle personne souhaiterait discuter du rôle des cadres dans la société capitaliste, comme cet ouvrier de Renault venu à notre avant dernière réunion. Tel autre préférera approfondir la discussion sur l'intérêt qu'il y a à ne pas voter pour la gauche au second tour.

Chaque semaine, dans l'intervalle des assemblées générales, se réunissent les commissions, sur le logement, les femmes, les entreprises, les immigrés. Chacune de ces commissions permet « d'éclater » le travail du comité local, en entrant elle-même en contact avec des associations, des personnes intéressées. En ce moment, nous préparons les réunions publiques que nous tiendrons par thèmes, avec un grand nombre de ces associations et groupes. C'est aussi cela notre conception du débat politique. L'assemblée générale ne se contente pas d'entendre un rapport d'activité, elle participe, donne son point de vue, fait de nouvelles propositions.

Faut-il par exemple une commission santé ? Des participants sont prêts à en faire partie, ils citent des exemples scandaleux de médecins de classe, ils pensent connaître des gens qui seront intéressés. Une réunion aura lieu sur ce thème.

La vie du comité, c'est donc essentiellement cet immense travail de discussion et de débat avec les forces vives du peuple des quartiers. C'est aussi les collages, les tracts et les appels diffusés par milliers aux bouches de métro. C'est encore les réunions publiques, les fameux « préaux » que nous accordons à la bourgeoisie une fois tous les 5 ans. Ici, c'est un écologiste qui est venu discuter des perspectives, c'est aussi un ancien militant révolutionnaire, ailleurs c'est un travailleur du livre. Il nous dira vouloir voter pour le PCF, mais la position de ce parti sur l'Éthiopie, par exemple, fera naître des questions chez lui... Réunions utiles ? Certes pas ! Là encore, c'est le débat, la lutte d'idées qui prime.

Ce qui frappe pour qui participe à la vie du comité, et au-delà de cette campagne électorale, ce sont les perspectives qui s'offrent à nous.

Nous représentons déjà un fort noyau de plusieurs dizaines de militants actifs. Ce qui est important, c'est que le comité se développe à l'unisson du mouvement de masse et des aspirations populaires du quartier. Ce dont on discute aujourd'hui dans le comité, ce n'est pas d'« ajuster » nos analyses en vertu d'une quelconque volonté de récupération, mais bien de faire connaître largement des propositions qui sont en droite ligne l'expression des aspirations des masses. Ce qu'on entend aujourd'hui dans le comité, c'est « les immigrés du foyer Sedaine seraient intéressés », je connais un gars de la confédération générale du logement qui pourrait venir, etc.

Une force politique qui se développe, voit bien comment on peut définir l'UOPDP, dans le 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> arrondissement.

**Contre les projets et les manoeuvres  
 de PCF  
 Développer la vigilance et  
 l'autonomie du mouvement de masse**

(Suite)

en même temps à gouverner contre lui, et, le moment venu, à l'évincer.

La déception et le mécontentement qu'un gouvernement de gauche ne manquera pas de susciter à terme, le PCF ne se prépare-t-il pas maintenant à tenter d'en faire retomber la responsabilité, par avance, sur le seul PS ?

Pourquoi essaie-t-il en même temps de renforcer son emprise sur la CGT ? Pourquoi Ségué ne s'embarasse-t-il presque plus des hypocrites précautions d'usage, pour appeler quasi ouvertement les adhérents à soutenir le PCF ?

Pourquoi Marchais, multiplie-t-il les tentatives de séduction et de récupération en direction de la CFDT ? Qu'est-ce à dire sinon qu'il se prépare, dès maintenant, à canaliser à son profit le mécontentement des masses contre un gouvernement de gauche, pour exiger, le moment venu, tout le pouvoir ?

Accaparer des postes dirigeants dans l'appareil d'État bourgeois, s'assurer le contrôle de secteurs entiers de l'économie capitaliste par le biais des conseils d'administration de trusts nationalisés, verrouiller le mouvement des travailleurs en se



soumettant l'organisation syndicale : les grands traits du projet de société transparaissent avec de plus en plus de netteté, au fur et à mesure qu'à l'approche des échéances, la bataille entre les forces bourgeoises se fait plus âpre pour imposer contre les travailleurs leurs solutions à la crise.

Et la solution du PCF évoque avec de plus en plus d'insistance ces sociétés de l'Est où le Parti, réseau de politiciens, de fonctionnaires, de cadres, de privilégiés et de bureaucrates syndicaux, monopolise et concentre en un système étatisé l'essentiel des moyens d'oppression et d'exploitation, et pèse d'autant plus lourdement sur les travailleurs qu'il prétend gouverner en leur nom et pour leur bien.

Où veut en venir le PCF ? Les positions de plus en

plus accusées du PCF dévoilent d'autant plus sa logique, qu'elles sont confrontées à sa pratique quotidienne. Nombreux sont les cégétistes qui ne sont pas prêts d'accepter la soumission pure et simple au PCF de leur organisation syndicale, parce qu'il en ont déjà fait, à différents niveaux, ponctuellement, l'expérience négative. Ségué a beau nier les remous dans la CGT. Ils existent.

Combien de cégétistes ne sont-ils pas plus que méfiants vis-à-vis de la « conversion brutale de Marchais à l'autogestion, de l'engouement subit du PCF pour les conseils d'atelier, maintenant les propositions économiques de la CFDT ?

Si Marchais et le PCF éprouvent le besoin de parler si haut et si fort de

démocratie et de libertés, c'est que nombre de travailleurs éprouvent de profondes réticences, précisément en ce domaine, vis-à-vis du PCF. C'est qu'ils ont déjà, aussi bien dans les luttes, la vie syndicale, les associations de masse, à travers la gestion des municipalités, fait l'expérience de la « démocratie » révisionniste. Et au sein même du PCF, nombre de travailleurs ont ressenti à quel point, la démocratie pratiquée par le PCF est tronquée, truquée, détournée, un moyen de les déposséder de leur initiative de l'étaffoir et de les canaliser vers des objectifs qui leur sont étrangers.

Alors même que les partis bourgeois de droite sont largement discrédités dans les couches populaires, que le plan Rocard d'austérité dissipe les illusions sur le PS, l'évolution récente du PCF, ses péripéties, les interrogations qu'elles suscitent y compris au sein du PCF et à sa périphérie sont importantes.

Et c'est une tâche importante de l'Union que de mettre tout cela en pleine lumière, d'en discuter largement avec les travailleurs, et de contribuer ainsi à construire l'autonomie du mouvement de masse.

**APPEL AUX  
 MILITANTS DU PSU**

(Suite de la page une)

en 1966 qui affirmait : « Le capitalisme demeure encore. Il peut être caractérisé, étant donné le rôle économique décisif de l'État démocratique nouveau, comme un capitalisme d'État démocratique... » (Cf. Économie et politique - mai 1966).

Il n'y a aucune possibilité de défendre les revendications populaires en participant ou en soutenant un gouvernement capitaliste, même s'il se donne des allures de gauche.

La construction du front anticapitaliste doit se faire indépendamment de ceux qui veulent continuer à nous faire payer la crise ou qui nous demanderont de « retrousser nos manches », comme Thorez en 1945-46.

Seule, la lutte permettra d'imposer nos revendications, aucun gouvernement n'a jamais satisfait les revendications sans y être contraint par la lutte (que ce soit en 1936 ou en 1968).

C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les militants travailleurs ou sympathisants du PSU engagés dans la lutte de classes à rejoindre les comités de l'UOPDP qui s'organisent dans toute la France pour :

Rassemblement en une force unique les nombreuses

aspirations à la lutte des travailleurs des villes et des campagnes contre la bourgeoisie de droite ou de gauche.

— Être capable de mettre en échec les dangers de l'après-mars 1978, (et notamment le projet d'instauration de capitalisme d'État du PCF et les menaces fascistes agitées par le RPR de Chirac ;

— Inscrite son action dans la perspective du socialisme en France.

*Guy Praxelle*, responsable du secteur entreprises, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

*Pierre Bauby*, responsable de la fédération de la région parisienne en 1972, membre de la commission nationale entreprises en 1970-72.

*Bernard Frevaque*, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

*Pierre Boudart*, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

*Robert Andrei*, secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône en 1971-1972.

*Yves Castay*, secrétaire général des Bouches-du-Rhône en 1971-72.

*Jean Depcecker*, ancien secrétaire fédéral des Yvelines.

*Marcel Grégoire*, ancien candidat PSU Moselle.

— Rassembler en une force unique les nombreuses

aspirations à la lutte des travailleurs des villes et des campagnes contre la bourgeoisie de droite ou de gauche.

— Être capable de mettre en échec les dangers de l'après-mars 1978, (et notamment le projet d'instauration de capitalisme d'État du PCF et les menaces fascistes agitées par le RPR de Chirac ;

— Inscrite son action dans la perspective du socialisme en France.

*Guy Praxelle*, responsable du secteur entreprises, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

*Pierre Bauby*, responsable de la fédération de la région parisienne en 1972, membre de la commission nationale entreprises en 1970-72.

*Bernard Frevaque*, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

**A droite  
 Morne campagne et préparatifs  
 contre les travailleurs**

Les hommes au pouvoir actuellement déploient d'énormes moyens pour s'enliser dans une campagne bien tenue. Une histoire de coiffeur par ci, quelques bavardages sur le SMIC par là ! Encore s'agit-il de propos plutôt défensifs. Pensez, ces messieurs sont bien d'accord pour relever les bas salaires, pour combattre les injustices. Qui ne l'est pas ?

Il est vrai que depuis vingt ans qu'ils sont là, depuis vingt ans qu'ils font la politique des monopoles, ils n'ont fait que rogner le pouvoir d'achat des travailleurs, multiplié les injustices, les attaques et la répression contre telle ou telle couche du peuple, dégradé les conditions de vie et de travail, attaquer la santé du peuple et, la crise aidant, organiser le chômage massif pour le plus grand profit des barons Empain. De Wendel. Dassault et compagnie.

Le bilan est lourd ! Ces messieurs ont plutôt intérêt à se faire oublier sur ce terrain... et compter sur les faiblesses de l'adversaire, ou sur quelque nouvelle combine pour rester en place. Par exemple, avec les hommes du PS : Giscard et son UDF ne pensent qu'à ça. Pendant ce temps, Chirac se perfectionne dans le rôle de l'homme « providentiel à poigne » au cas où la classe ouvrière et tous les travailleurs approfondiraient et amplifieraient leur lutte contre les lourds effets de la crise, au point de mettre les monopoles dans une situation très difficile.

Mais, s'il ne faut que peu de bruit ils n'en

**Emission télévisée de l' UOPDP**

**7 minutes :  
 la voix des  
 travailleurs**

**Déclaration  
 du Comité  
 d'initiative  
 national**

Le Comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne réuni ce 26 février 1978, a examiné la position à adopter lors du second tour des élections législatives.

Sur la base de l'appel qu'il a lancé à la mi-janvier et des discussions qui se sont déjà déroulées dans les comités locaux constitués dans de nombreuses villes à cet appel, le Comité d'initiative national annonce que, dans tous les cas, l'UOPDP refusera de se désister pour les candidats de droite ou de gauche qui solliciteront les suffrages le 19 mars.

Le Comité d'initiative national a en même temps souligné que dans les comités locaux où un travailleur tout en se défiant de la gauche, tout en étant en accord avec la plate-forme de l'UOPDP, n'adopterait pas la même attitude au second tour, resterait évidemment membre de l'Union, puisqu'il entend participer activement à sa construction.

L'UOPDP continuera à développer ses actions pour convaincre les travailleurs qui tout en s'interrogeant sur l'Union de la gauche continuerait à leur apporter leur suffrage.



Yves Chevet, André Druésne, Nicole Ballant et Léon Chevallier à la sortie de la Maison de la radio.

Nul n'aura pu s'y tromper ! Ceux qui ont parlé mercredi soir, au nom de notre Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, n'ont rien à voir avec les parlottes de salon et les numéros traditionnels de la politique bourgeoise. Les simagrès de Françoise Giroud et le jeu télévisé du PS, venant immédiatement après, sont apparus d'autant plus écœurants.

Ceux de leur classe, ouvriers, paysans, les auront reconnus à la fermeté de leur ton, la franchise de leur attitude, leur façon de parler, comme des leurs. « Ouvriers, paysans, comptons sur nous-mêmes, sur nos luttes, les élections ne nous ont jamais rien donné » : ce langage-là, avec la vérité que lui donnaient ces hommes, marqués par leur vie de travailleurs, c'était déjà un événement ! Le signe que ce qui est nouveau et grandit aujourd'hui annonce la société socialiste de demain.

**Yves Chevet**

Travailleurs,  
 Travailleuses,  
 Bonsoir,

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne n'a que sept minutes pour vous présenter ses propositions politiques. Pourtant, elle présente des candidats dans 115 circonscriptions dont plus de 62 % d'ouvriers et de petits paysans et plus de 20 % d'employés.

Ils sont soutenus dans l'unité par les marxistes-léninistes.

Voici :

— Nicole Ballant, employée, candidate dans les Hauts-de-Seine.

— André Druésne, ouvrier métallurgiste, candidat dans le 19e à Paris.

— Léon Chevallier, petit paysan, membre de notre Comité d'initiative national.

— Yves Chevet, moi-même,

me, ouvrier du transport, candidat à Saint-Denis.

Quelqufois, dans nos circonscriptions, on nous pose la question : « Pour quoi vous présentez-vous, alors que vous avez peu de chances d'être élus ».

« Vous êtes contre la droite, mais il y a déjà des partis de gauche ».

Bien sûr, nous ne voulons plus de cette droite qui, depuis des dizaines d'années, nous exploite, nous impose le chômage, la misère et la répression.

Mais nous ne croyons pas non plus aux promesses des partis de gauche.

Nous ne croyons plus aux promesses de Mitterrand qui souhaitait le succès du plan Barre et est prêt demain à gouverner avec Giscard pour nous imposer l'austérité.

Nous ne croyons plus aux promesses de Marchais

qui nous a trompés pendant cinq ans en nous disant que le PS avait changé et qu'il fallait le soutenir.

ait tellement retroussées qu'on s'est retrouvé à poil.

Non, nous ne pouvons faire confiance à cette gauche, ni à Mitterrand qui veut loyalement gérer la crise, ni à Marchais qui veut se servir de nos luttes et de nos voix pour imposer son capitalisme bureaucratique d'État.

— Les nationalisations n'aboutiraient qu'à une concentration plus poussée du capitalisme.

— Et la fusion entre le parti de Marchais et l'État amènerait à un encadrement plus serré des travailleurs un peu comme en URSS et dans les pays de l'Est.

Quant à l'indépendance nationale

Tous les partis traditionnels sont incapables de la garantir face aux dangers de guerre dès à la réalité des superpuissances, États-Unis et Union soviétique. Voyez à la corne de l'Afrique les massacres de populations africaines avec les agresseurs soviétiques et cubains.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est pour la défense de la paix.

Elle condamne les interventions de l'impérialisme français dans le monde.

Elle s'oppose à la domination coloniale sur les peuples des départements et territoires d'outre mer.

Ca me fait penser à un vieux mineur qui disait : « Les manches, on se les

qu'il faudra lutter.

Ceux qui vous disent autre chose vous mentent. Aussi l'Union ouvrière et paysanne s'est formée pour rassembler tous les travailleurs pour imposer aux partis bourgeois de droite et de gauche la satisfaction de nos aspirations fondamentales. Nous ne sommes pas là pour vous faire des promesses électorales, mais pour vous dire que c'est en comptant sur nos propres forces que nous remporterons des victoires.

Les luttes ont mis en évidence la capacité d'initiative des travailleurs. Ces acquis restent vivants aujourd'hui face à l'exploitation et à l'oppression capitalistes, une riposte d'ensemble est plus que jamais nécessaire.

Rejoignez les comités locaux de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne et votez pour ses candidats.

« Encore un effort et la gauche va gagner et toutes vos revendications seront satisfaites ». Mais aujourd'hui, l'Union de la gauche est cassée. Marchais et Mitterrand ne cessent de se quereller.

Sur nos revendications ? Non, ils se disputent les portefeuilles ministériels.

Et l'intérêt des travailleurs dans tout cela ?

Bien sûr, certains d'entre vous croient que, malgré tout certaines revendications au moins seraient satisfaites ?

Le PS et le PCF ont déjà participé au gouvernement et les travailleurs s'en souviennent.

Ce sont les socialistes qui, les premiers, ont envoyé les CRS contre les travailleurs en grève en 1947.

N'est-ce pas Thorez et ses ministres communistes qui, entre 1945 et 1947, ont appelé les travailleurs à retrousser leurs manches pour relever l'économie capitaliste.

Ca me fait penser à un vieux mineur qui disait : « Les manches, on se les

avec l'Union ouvrière et paysanne, c'est en finir avec cette société.

Ce que nous voulons, c'est les usines aux ouvriers, et la terre à ceux qui la travaillent. C'est le socialisme.

C'est une société radicalement nouvelle dirigée par la classe ouvrière où le peuple tout entier décide des grandes orientations du pays. C'est cette société qui peut assurer l'indépendance nationale et l'unité avec le tiers monde.

Oui, c'est seulement avec le socialisme que pourront être pleinement satisfaites les revendications fondamentales de la classe ouvrière et du peuple de notre pays.

Rejoignez les comités locaux de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne et votez pour ses candidats.

Comme les ouvriers, nous paysans, nous ne voulons plus du système capitaliste, car c'est l'exode et la disparition des paysans les plus pauvres.

Nous ne voulons plus de la politique d'élimination des petits paysans par les firmes agro-alimentaires et

le Crédit agricole. Nous ne voulons plus des expulsions de petits fermiers et métayers. Nous ne sommes pas des mendiants. Nous voulons vivre de notre travail, nous voulons un revenu minimum garanti, nous assurant le SMIC.

La liste des méfaits du capitalisme est trop longue pour la citer en entier, mais combien de drames quotidiens, combien de vies gâchées.

La victoire en votant, nous n'y croyons pas. Ce serait trop facile. D'ailleurs jamais un seul changement de nos conditions de vie et de travail n'a été acquis par ce moyen. C'est seulement la lutte qui peut faire reculer la bourgeoisie.

Exigeons le droit au travail pour tous, le salaire minimum à 2 500 F par mois immédiatement. Les élections n'empêcheront pas

Comme les ouvriers, nous paysans, nous ne voulons plus de la politique d'élimination des petits paysans par les firmes agro-alimentaires et

le Crédit agricole. Nous ne voulons plus des expulsions de petits fermiers et métayers. Nous ne sommes pas des mendiants. Nous voulons vivre de notre travail, nous voulons un revenu minimum garanti, nous assurant le SMIC.

La liste des méfaits du capitalisme est trop longue pour la citer en entier, mais combien de drames quotidiens, combien de vies gâchées.

La victoire en votant, nous n'y croyons pas. Ce serait trop facile. D'ailleurs jamais un seul changement de nos conditions de vie et de travail n'a été acquis par ce moyen. C'est seulement la lutte qui peut faire reculer la bourgeoisie.

Exigeons le droit au travail pour tous, le salaire minimum à 2 500 F par mois immédiatement. Les élections n'empêcheront pas

Comme les ouvriers, nous paysans, nous ne voulons plus de la politique d'élimination des petits paysans par les firmes agro-alimentaires et

## ● Bayonne au pays Basque

# Dans les villes et les villages

Le comité de Bayonne a d'ores et déjà développé une large activité dont voici un aperçu :

— Diffusion à 11 000 exemplaires d'un tract intitulé : « Au-delà des apparences, les dures réalités » (voir les extraits ci-contre).

— Un tract sur Mitterrand et son lourd passé au service du capitalisme (ainsi que sur Delors, venu faire campagne à Bayonne). Ce tract a été distribué au meeting du PS où Mitterrand est venu, à 1 000 exemplaires.

— Deux affiches (une grande et une petite) collées respectivement à 1 000 et 2 500 exemplaires.

Le comité a commencé un cycle d'une quinzaine de réunions publiques dans les villes et villages.

Il a été invité à deux reprises dans un lycée et à une soirée dans une MJC.

Il bénéficie d'une tribune libre de soixante-dix lignes une fois par semaine sur quatre semaines, dans la feuille régionale du journal « Le Sud-Ouest ».

Le comité, qui a mis en place des commissions, a tiré un autocollant UOPDP à 2 000 exemplaires et il a réalisé un film en 30 mn « Notre ré-

gion aujourd'hui ». Ce film traite de la situation dans le bâtiment, de la soi-disant vocation touristique du pays basque, comporte des interventions d'ouvriers des forgeries, de pêcheurs, d'une chômeuse. Voilà sans aucun doute une arme excellente !

**Extraits du tract :**  
(...) A St-Jean-de-Luz, la pêche est pratiquement en voie de disparition. Le pêcheur ouvrier et artisan luzien a des difficultés à rester dans la course. Rares sont ceux qui ont amorti leur bateau, quand on sait qu'un filet est passé de 4 à 14 millions d'anciens francs, alors que le prix du poisson n'a pas bougé depuis vingt ans. Les pêcheurs pour s'en sortir sont souvent obligés de travailler à terre durant l'hiver. Aussi leur nombre a-t-il considérablement diminué (de 1 100, il y a quelques années, ils ne sont plus que 400). La recherche de la productivité et du profit maximum a conduit à l'utilisation de méthodes telles que le filet pélagique qui a fait grand tort aux pêcheurs. Avec le pélagique, c'est la destruction de la faune et des espèces. Résultat : la baisse du prix de vente au quai au détriment du pêcheur

luzien qui ne peut pas s'aligner.

Dans le bâtiment, depuis la fin de Margeridon, les entreprises locales ne peuvent résister : 350 licenciements chez Daguerre, Darnendaritz, Delcampo, etc. Les grandes embauchent et licencient au rythme des chantiers (...).

(...) L'avenir est incertain dans la chimie à Socadour et à Satec. Mais c'est surtout l'emploi de la métallurgie qui offre le plus d'inquiétude. Là, le capital monopoliste assoiffé de profits, recherche la hausse de la productivité, automatise et donc n'embauche plus et même licencie. La restructuration s'accompagne de pré-retraites qui sont des licenciements déguisés, du blocage de l'embauche mais aussi de la prolifération de l'intérim et des contrats temporaires, des boîtes pirates qui ferment une fois les bénéfices faits (Sudenco).

Ces dernières années, on a découvert une soi-disant

vocation naturelle du pays basque au tourisme. L'État par l'intermédiaire de la MIACA, investit des milliards et les dessous de table ne sont pas très jolis.

Dans les eaux du port de Saint-Jean-de-Luz dansent les bateaux de plaisance tandis que crèvent les pêcheurs. L'État et les capitalistes ont mis notre pays à sac, l'ont livré aux spéculateurs fonciers et aux marchands de tourisme. Ils ont défiguré et abîmé notre belle culture populaire. Et où sont passés les 20 à 30 milliards de profits réalisés annuellement par le tourisme dans le pays basque ? Certainement pas dans la poche des saisonniers qui travaillent 15 h par jour pour des miettes (...)

## ● Reims

# «Le capitalisme, c'est le chômage»

Une réunion du comité local a regroupé vingt-cinq personnes approuvant la ligne anticapitaliste et antirévolutionnaire de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

Des ouvriers de Schlumberger présents ont fait une analyse très claire du chômage partiel qui les touche : un fléau du système capitaliste.

Et un travailleur de Marelli, actuellement licencié ajoutait que « Marchais et Mitterrand, c'est encore le capitalisme, donc aussi le chômage ».

A propos de la lutte contre les licenciements à Marelli, il fut question de

l'attitude de la municipalité de gauche de Witry-Reims où se trouve l'usine, bien plus intéressée par la patente que par l'emploi des travailleurs : pourvu que l'usine tourne, même avec 50 personnes au lieu de 360.

Il fut aussi question des embauches par contrat de trois mois qui se généralisent, à l'hôpital par exemple, des exclusions ou suspensions de mandats à la CFDT, etc.

Des interventions par tract sont prévues sur les différentes usines représentées à cette réunion.

La prochaine réunion sera une réunion publique pour élargir le comité et son audience.

## ● Paris . Rennes . Lille

# Succès des meetings UOPDP du 26 février.

## ● Lorient

# Soutien aux luttes

Le comité de Lorient, qui a réuni 15 personnes pour sa réunion de création, s'est organisé pour l'instant en 3 commissions :

- Relation-presse
- Technique-juridique
- Information-mobilisation

Il tient une permanence une fois par semaine.

Il a adressé des messages de soutien aux travailleurs de la librairie PIN (dépôt de presse pour tout Lorient : une trentaine de travailleurs) et à ceux de l'ETDE (transport et distribution électrique : une centaine d'ouvriers) en lutte contre les licenciements.



1 500 personnes à Paris, un millier à Rennes, environ 300 à Lille. A la tribune, des travailleurs exprimant leur lutte, leur volonté d'en finir avec le capitalisme, leur enthousiasme, leur détermination, leur confiance aussi pour le combat.

Troupes de théâtre, chorales populaires et révolutionnaires, montages diapos. Discussions animées autour des nombreux stands de comités locaux. Trois rassemblements larges et combatifs au riche contenu de classe...

## ● St Brieuc

# A la porte des usines

Le comité de Saint-Brieuc s'est constitué le 2 février avec une vingtaine de personnes. Il a discuté des bases politiques présentées dans l'appel du Comité d'initiative nationale et s'est organisé (secrétariat de trois personnes...)

Après une conférence de presse, on a d'abord diffusé largement l'appel sur la ville, les principales usines (Chaffoteaux, Sambre-et-Meuse, Joint Français).

Aux deux assemblées générales qui ont suivi, le comité a décidé la diffusion d'un tract à l'occasion de la venue de Marchais et a fait le bilan des réactions à la candidature parmi les travailleurs (notre candidat est le seul ouvrier parmi tous ceux de la circonscription).

Quatre équipes se répartissant la ville de Saint-Brieuc ont été constituées. Elles se réunissent pour préparer des interventions

sur les quartiers, les usines, dans les réunions des autres candidats.

Nous avons décidé de préparer une plate-forme revendicative ; cela apparaît nécessaire face aux questions que posent les travailleurs.

Nous avons aussi mobilisé pour le meeting régional de Rennes.

Par ailleurs, le comité de Saint-Brieuc nous écrit, à propos des quatre pages hebdomadaires dans l'Humanité rouge et le Quotidien du peuple :

— Il faudrait donner une part à l'actualité politique (déclarations des divers politiciens bourgeois par exemple).

— Les articles ne doivent pas être trop longs (comptent du peu de place).

— Il serait bien de faire apparaître aussi quelles revendications des travailleurs nous proposons et défendons.

## LYON

Samedi 4 mars - 15 h  
Palais des Congrès

- Interventions des comités de la région lyonnaise
- Présentation des candidats UOPDP de la région rhône-Alpes

Intervention centrale de Joël PERRET, ouvrier membre du Comité d'initiative nationale candidat contre Marchais

## MARSEILLE

Vendredi 3 mars - 20 h 30  
Salle St-Georges - 97, avenue de la Corse - 7e  
sous la présidence de Richard AGUADO, ouvrier candidat dans la 10e circonscription des Bouches-du-Rhône

intervention centrale de Jacques JURQUET  
membre du Comité d'initiative nationale



La chorale de l'UGET venue apporter, à Paris, les chants révolutionnaires et patriotiques du peuple tunisien au moment où les forces réactionnaires tunisiennes ont mené un coup de force sanglant contre le peuple tunisien et son syndicat l'UGTT, dans l'espoir de briser les luttes en plein essor pour l'indépendance nationale effective et la démocratie. C'était aussi apporter un magnifique soutien à notre propre bataille.

C'était en même temps un moyen de faire entendre la voix du peuple tunisien qu'aucune répression ne saurait abattre.

## A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge publient, simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

**Ouvriers, paysans, travailleurs, les candidats de l'UOPDP défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les ! Le soutien financier est aussi un soutien politique.**

Envois à Jean-Louis RABOUTET  
N° 42 121 U  
Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais  
Centre Commercial du «Luth»  
92 230 Gennevilliers

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Le meeting national de Le Pen vu de l'intérieur

### ce qu'il y a de plus vil

(Suite de la page une)

Quelques vedettes de troisième zone se produisent tout d'abord sur la scène. Dans la salle, non pas des membres de la grande bourgeoisie (sauf quelques uns à la tribune), mais de la petite et moyenne bourgeoisie : petits notables, PME, patrons de cafés, employés ou fonctionnaires.

Des étudiants de la faculté d'Assas aussi. Des groupes de catholiques intégristes, qui discutent entre eux de l'avortement, du diable et du bon dieu.

C'est Chiapp, historien et présentateur à France-Inter qui donne la liste des candidats. Pax, journaliste à l'Aurore, s'est fait excuser, son patron Dassault l'ayant (volontairement, semble-t-il) envoyé en reportage, ce soir-là.

#### LA VOIX DE LA FRANCE VOUS CAUSE

Après la lecture d'une lettre du vieux réactionnaire Poujade, Chiapp an-

nonce : « La parole est à la voix de la France, Jean-Marie Le Pen ! ». Et la voix de la France s'avance au micro.

Le Pen, quand il parle de la France, de l'Algérie et de l'avortement, les grands thèmes, ne démontre pas, n'argumente pas, il prend les gens aux tripes, avec les gestes, les intonations, les éclats pathétiques qu'attend l'assistance, il flatte ses plus bas instincts.

La France est la victime innocente des forces du mal. Le mal, c'est quoi ? La gauche. La droite qui a favorisé le développement de la gauche. Les immigrés qui envahissent la France. Simone Veil qui a autorisé l'avortement.

Le thème central, c'est la perte de l'Algérie française et de son pétrole (« Nous aurions dû rester mourir aux pieds des derricks de pétrole »). C'est aussi l'éloge constant de l'extrême-droite, de l'OAS (Bastien-Thierry, fusillé par De Gaulle), de Pétain et de Bras-



lach (chantre du nazisme fusillé à la Libération).

« Nous n'avons plus l'Algérie française ; nous aurons bientôt la France algérienne ». C'est un racisme échelonné. Selon Le Pen, aujourd'hui, « les chacals du FNL algérien nous envahissent », parce que nous sommes trop faibles envers eux et que la natalité française baisse.

#### LA DROITE, C'EST NOUS SEULS

Aujourd'hui, les contradictions ont pris un tour violent entre le Parti des forces nouvelles et le Front national, pourtant de la même idéologie. Quand Le Pen décrit les bagarres à coups de barre de fer entre colleurs d'affiches du PFN et du FN, des voix crient : « A mort, à mort ».

C'est que le PFN n'est pas à droite, voyez-vous. Il veut collaborer et se désister pour Chirac, qui n'est

pas à droite non plus, comme chacun sait. Ce sont tous des suppôts du mal, les forces de la mort et des ténés. Le Pen appelle l'assistance (ceux qui croient) à tourner les yeux vers le ciel.

Pour clore le tout (après le passage sur la mort qui termine le discours) Le Pen propose et entonne une Marseillaise (d'ailleurs chevrotante). Une partie seulement de la salle reprend. Les autres disent : « Là il exagère, il va trop loin. La Marseillaise de Chirac et de Marchais, je ne suis pas d'accord ». Et ils sortent.

Au sein de l'extrême-droite, les divisions semblent être la règle... et non sans violence, bien que Le Pen le pur, déplore ces méthodes. Alors pourquoi devons-nous passer dans un couloir de service d'ordre en sortant de la Mutualité ? Comme l'a dit Le Pen, c'est sans doute parce que malgré tout, quand il faut taper, on tape.

#### • Bouches du Rhône

### La chasse aux immigrés

A Marseille et dans les Bouches-du-Rhône « Le travailleur immigré est devenu l'ennemi public numéro un ». Telle est l'accusation que vient de lancer la CFDT des Bouches-du-Rhône, en dénonçant la répression dont sont victimes les travailleurs immigrés.

Les mesures Stoléro qui consistent à octroyer 10 000 F à un immigré pour qu'il quitte le pays, ont lamentablement échoué, alors les pouvoirs publics mettent en pratique ce qui constitue le fond des mesures Stoléro : les expulsions et la répression. Dans les Bouches-du-Rhône et en particulier à Marseille les travailleurs immigrés sont soumis à de telles tracasseries que cela n'est plus possible de se taire.

Les exemples fourmillent : les travailleurs immigrés sont systématiquement radiés des agences pour l'emploi. La police organise de plus en plus de descentes dans les quartiers où habitent les immigrés ; elle interdit aux habitants de sortir de nuit instaurant un vrai couvre-feu. « On ne peut plus bouger. Moi, je rentre chez moi à 19h 30, raconte un immigré. Je sais qu'il ne faut pas sortir après 23h. Il m'est arrivé d'être contrôlé cinq fois de suite. »

« Il y a quelques jours, les policiers sont entrés dans le foyer Sonacotra où j'habite. Ils nous ont regroupés dans une salle, pendant ce temps leurs collègues perquisitionnaient nos chambres et fouillaient tout en l'air. »

Ils sont aussi victimes des « opérations coups de poing ». Cela a été le cas à la cité Bassens entièrement fouillée par la police, tout le monde étant aussi contrôlé.

Lorsque certains immigrés reviennent de congé, leur carte de résidence, à leur retour, est modifiée. Ensuite, ils sont recherchés et au bout de deux à trois mois expulsés. Certains sont constamment convoqués au commissariat de police pour rien.

A Salon-de-Provence, les jeunes Algériens ne parlant pas l'arabe sont expulsés s'ils n'ont pas de famille.

Ce climat de peur, de racisme et de répression est entretenu par la préfecture.

Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque

### Des jurés protestent

Quatre des neuf jurés ayant participé au procès Villoquet viennent d'adresser une lettre ouverte à Giscard. Ils affirment « avoir été trompés » par le Président du tribunal et ses assesseurs leur déclarant que le verdict entraînerait automatiquement la confusion des peines et que la condamnation de Martine Villoquet ne dépasserait pas 5 ans. Mais la chambre d'accusation a refusé la confusion ce qui ramène la condamnation à 10 ans de réclusion.

En faisant cette lettre, les jurés ont rompu le traditionnel secret qui les lie et le ministre de la Justice laisse entendre qu'ils pourront être poursuivis pour cela. Un comble !

## Travailleurs immigrés, nos frères

Le Pen et ses amis ne constituent pas une exception. Ils ne font que dire haut et fort ce que la bourgeoisie et ses différents partis formulent de façon plus élégante ou quand ils sont « à gauche » de façon hypocrite. Qu'on en juge.

« Le nombre de travailleurs immigrés est aujourd'hui dans notre pays de l'ordre de deux millions. Une action prudente et progressive mais constante devrait permettre, dans le délai de huit ans, qui nous sépare de la fin 1985, de réduire ce nombre d'environ un million » Ambroise Roux, PDG de la CGE, membre des plus influents du CNPF.

Il n'est pas juste de parler ainsi, « aucun objectif chiffré ne peut être donné en la matière puisque les retours sont basés sur le volontariat » réplique le ministre des expulsions, Stoléro, le même qui fait pourtant expulser à tour de bras et veut légaliser pour les

étendre, les prisons spéciales du type Arenc.

« Pas d'expulsions sans passage devant les commissions où siègeraient des représentants des syndicats et des immigrés » ajoutent hypocritement les dirigeants du PCF tout en s'écriant :

« Achetons et fabriquons français ».

#### LES IMMIGES SONT NOS FRÈRES

Quant à nous, nous avons décidé pendant la campagne électorale de nous faire notamment porte-parole des travailleurs immigrés dont la bourgeoisie veut faire les bouc-émissaires de

la crise. Nous appelons tous les travailleurs à combattre ensemble le racisme et le chauvinisme dont la bourgeoisie se sert pour diviser la classe ouvrière. Nous nous faisons l'écho de l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui appelle tous les travailleurs « à combattre ensemble pour la satisfaction de revendications propres aux travailleurs immigrés mais nécessaires à toute la classe. »

Libre circulation des travailleurs immigrés (abrogation des mesures Stoléro)

A travail égal, salaire égal ! Pas un seul licenciement ! Pas une seule expulsion !

A bas le racisme ! Halte aux crimes racistes ! Égalité des droits entre Français et immigrés ! Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

### MANIFESTATION A PARIS

SAMEDI 4 MARS A 15 H (REPUBLIQUE)

A l'appel de la coordination des groupes femmes de la région parisienne

En Afrique, en Amérique latine, en Europe, partout les femmes luttent pour le droit à l'avortement libre, le droit au travail, contre le viol et les agressions sexistes.

Pas de libération des femmes sans socialisme  
Pas de socialisme sans libération des femmes



# Soutenir la lutte pour une UGTT indépendante

500 000 adhérents sur 950 000 salariés dans le pays, un journal - « Ech Chaab » - diffusé à près de 70 000 exemplaires (le journal du parti unique de Bourguiba n'est, lui diffusé qu'à 10 000) - et un soutien actif ces dernières années aux luttes des travailleurs tunisiens, voilà ce que représente l'UGTT qui vient d'être l'objet d'une attaque violente de la part du régime de Bourguiba.

Le 25 février, un mois après la répression sanglante de la grève générale déclenchée pour soutenir l'UGTT, après que la direction du syndicat ait été jetée en prison avec des centaines de travailleurs et d'étudiants, s'est tenu un congrès extraordinaire de l'UGTT d'où est sortie une direction fantoche. Ce congrès convoqué sous le couvre-feu marque une étape dans la lutte que mène la clique de Bourguiba pour mettre la main sur cette force qui lui échappe de plus en plus.

D'ores et déjà, la résistance à ce coup de force du pouvoir s'organise tant en Tunisie que dans l'immigration.

## UNE LONGUE HISTOIRE

Le mouvement syndical tunisien a déjà une longue histoire : en 1921, était créée la CGTT. Celle-ci fut rapidement interdite. A la faveur du Front populaire en France, elle réapparut en 1936. Mais cette CGTT placée sous l'influence du Parti communiste tunisien (appendice tunisien du PCF) cantonnait la lutte des syndicats dans un rôle uniquement revendicatif, ignorant les aspirations nationales des travailleurs tunisiens, victimes du colonialisme français.



C'est pourquoi naquit l'UGTT en 1946, dans la lutte contre le colonialisme français. A l'époque, l'UGTT demanda son affiliation à la FSM. Cette demande se heurta à l'opposition de la CGT française qui adopta une position chauvine ; elle accusait l'UGTT de fractionnisme, de nationalisme, etc. C'est ce refus qui entraîna l'affiliation de l'UGTT à la CISL.

Ensuite, l'UGTT connaît successivement des phases d'indépendance vis-à-vis du parti destourien et des périodes où l'UGTT est entièrement dominée par celui-ci.

L'UGTT s'opposa notamment aux lois d'avril promulguées en 1972 par le pouvoir Bourguiba, lois qui ouvraient largement les portes de la Tunisie à l'exploitation impérialiste.

## L'ÉPREUVE DE FORCE

La bourgeoisie au pouvoir s'est révélée incapable de promouvoir de façon sensible un développement indépendant du pays, incapable d'assurer un développement économique en faveur des masses populaires. Au contraire, la crise n'a cessé de se faire sentir rendant les conditions d'existence des travailleurs de plus en plus difficiles. Et ces dernières années, les luttes des travailleurs des différents secteurs se sont multipliées, des luttes de plus en plus soutenues par l'UGTT. Celles-ci devenaient face au parti unique destourien de Bourguiba une force de plus en

plus importante représentant de nombreuses aspirations du peuple (100 000 en 1969, 500 000 en 1977). L'épreuve de force devenait imminente de la part des forces bourgeoises bureaucratiques liées à l'impérialisme.

La direction légitime de l'UGTT se trouve, aujourd'hui en prison. La direction fantoche issue du congrès extraordinaire doit être isolée elle ne doit bénéficier d'aucun soutien international. Au contraire, les travailleurs en France et

leurs organisations syndicales doivent apporter leur solidarité active et leur soutien aux travailleurs tunisiens, à leur lutte pour reconquérir l'indépendance de l'UGTT face au régime sanglant de Bourguiba et à l'impérialisme.

## Chantier en grève

Le chantier de la future centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis (Gironde) est paralysé depuis lundi par la grève d'une centaine d'ouvriers de l'entreprise SPIE-Batignolles-Dumez participant à la construction. Les grévistes qui revendiquent une augmentation de salaire ont placé des piquets de grève aux entrées du chantier.

## Grèves à l'Union

### des Banques à Paris

Les employés des services administratifs ainsi que certaines autres catégories de personnels de l'Union de banques à Paris (UBP) sont en grève depuis le 27 février pour une augmentation de leurs salaires et contre l'insuffisance des promotions. C'est la première grève à l'UBP qui emploie 800 salariés.

## Fonctionnaires :

800 000

(hors-statuts)

Les différentes fédérations syndicales de fonctionnaires estiment à 800 000 le nombre des non-titulaires (hors-statuts, vacataires) employés dans l'administration, ceci sur un effectif total de trois millions d'agents (les agents des collectivités locales et le personnel hospitalier compris).

## • Vendée

# Chez Bonnet, contre le bagne et l'humiliation

## Communiqué de la section CFDT

SO. EX. CO. VE. - MAX. MI. BRI : deux entités juridiques pour une même usine dirigée par un personnage de combat (et de choc) : Monsieur Bonnet.

L'atelier est installé à Cheffroie, à 4 km de la Chataigneraie.

On y fabrique des vêtements comme dans les autres usines d'habillement de Vendée.

La s'arrêtaient les comparaisons.

Pour Bonnet (ami personnel de Furnon) il n'y a qu'un objectif : « Il n'y aura jamais de syndicat dans l'entreprise ».

Bien heureusement, le 1er décembre, une partie des salariés décide de créer une équipe CFDT.

Bonnet ne l'entend pas de la même oreille, et c'est à partir de cette date que commence la répression. Disent plutôt, la rage, la folie, l'acharnement contre la CFDT.

Voici les actes de Bonnet : Première semaine de décembre :

- Il force en voiture sur des militants venus distribuer des tracts.

- Il oblige les salariées

à signer un papier précisant qu'elles sont contre la création d'une section syndicale.

- Il agresse un huissier de justice qui venait de pénétrer dans l'entreprise à la demande de la CFDT.

- Interdit au personnel de parler aux syndiquées, y compris en-dehors de l'usine.

Et ce n'est pas fini ! Les syndiquées sont séparées des autres travailleurs.

Insultes, mépris sont monnaie courante. La déléguée syndicale est traitée par des propos ignobles, indécentes :

- Une loche, une limace, un âne, une salope, déchet humain, animal venimeux, grosse vache, vieille soupe de 15 jours et qui l'écœure, etc.

- Nous t'aurons à coups de fusil - vous pouvez tomber au pied de votre machine, je ne vous ramasserai pas - si on vous voit sur la route, on fera un détour pour vous passer dessus.

Certains employés « obéissent » à la direction en faisant l'aboiement des chiens ou déversent des seaux d'eau sur la déléguée syndicale.

Les vexations diverses

sont utilisées. Le patron affiche sa photo sur la machine de la déléguée syndicale avec l'inscription : « la gueule d'un patron de choc qui ne vous revient pas ».

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, c'est pourtant la réalité flagrante.

C'est une attitude digne du Moyen âge et non pas de 1978.

## COMPLICITÉ ET IMPUNITÉ

Le patron agit pourtant sans aucune tracasserie. Il a fallu « forcer » les gendarmes pour qu'ils enregistrent les plaintes déposées par les militants CFDT.

Les textes en vigueur ne sont pas appliqués :

- Jour fériés, prime d'ancienneté, élections de délégués du personnel, autant de choses que le patron refuse.

- Il bafoue journalièrement la législation.

- Il se moque des procès verbaux dressés par l'inspection du travail.

Malgré tous ces actes répréhensibles, Bonnet conti-

nue de braver les autorités, les administrations.

Les pouvoirs publics « ferment » les yeux, alors que l'ordre public est directement menacé.

## « NOUS SOMMES DES HOMMES ET NON DES CHIENS »

Bonnet use du manque d'industrialisation dans cette région. Il profite aussi de la méconnaissance de leurs droits des salariés de l'entreprise qui n'osent pas s'affronter au patron de droit divin.

L'action courageuse menée par la CFDT dans l'entreprise et la région vise à faire reconnaître les droits les plus élémentaires des travailleurs.

Accepter sans rien dire ce qui se passe chez Bonnet, c'est admettre la répression dans toutes les usines de la région.

Les travailleurs de Cheffrois et la Chataigneraie veulent « Vivre et travailler au pays » mais n'acceptent pas l'esclavage ou l'humiliation. Ils veulent être responsables et reconnus comme des hommes et non comme des « bêtes à produire ».

## Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages, tous les jours, à partir du 16 janvier, au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

### QUOTIDIEN SEUL

Pli ouvert  
1 mois (22 Nos) . . . . . 30 F  
3 mois (66 Nos) . . . . . 90 F  
6 mois (132 Nos) . . . . . 180 F

Pli fermé  
1 mois (22 Nos) . . . . . 60 F  
3 mois (66 Nos) . . . . . 180 F  
6 mois (132 Nos) . . . . . 360 F

### QUOTIDIEN PLUS BIMENSUEL

Pli ouvert  
1 mois . . . . . 35 F  
3 mois . . . . . 105 F  
6 mois . . . . . 210 F

Pli fermé  
1 mois . . . . . 70 F  
3 mois . . . . . 210 F  
6 mois . . . . . 420 F